



## RAPPORT N° 18\_06\_03

Assemblée générale du 14 juin 2018

### **RAPPORT : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2017.**

#### Préambule:

Dans le cadre de ses statuts et du règlement (CE) n° 1302/2013 du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 du 5 juillet 2006, l'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée est régie sous la forme d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT).

Conformément à son article 7, le GECT Pyrénées-Méditerranée (GECT PM) est régi par les dispositions des établissements publics de type syndicat mixte ouvert et relève de l'instruction budgétaire et comptable publique de type M71.

Les lois de décentralisation ont consacré l'élargissement des compétences des collectivités locales, leur montée en puissance économique et la libéralisation de leurs financements. Autant d'évolutions impliquant que les élus disposent d'informations et d'indicateurs fiables et précis sur l'impact financier de leur action.

Ce souci de transparence vis-à-vis des citoyens et des partenaires, notamment financiers, a conduit à l'adoption de cadres comptables proches du plan comptable général (PCG), qui permettent de mieux appréhender la situation financière du GECT Pyrénées-Méditerranée tout en prenant en compte les spécificités liées à son cadre de coopération internationale.

Par délibération, l'Assemblée Générale a opté pour une présentation des budgets et des comptes du GECT PM par nature des dépenses et recettes et une présentation dite croisée (nature-fonction). Dans la pratique, cette volonté se traduit par une présentation scindée en deux volets:

- Le volet statutaire (section de fonctionnement et d'investissement)
- Le volet opérationnalité (plan d'action des commissions)

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, les budgets et les comptes de l'exercice sont soumis à un vote de l'assemblée au niveau des chapitres budgétaires pour la section de fonctionnement et d'investissement.

Présentation des comptes 2017 :

Le budget s'exécute du 1er janvier au 31 décembre. Le comptable public dispose du même délai pour comptabiliser les titres de recettes et les mandats émis par le GECT PM. Lors de cette clôture, le vote du compte administratif et du compte de gestion constitue l'arrêté des comptes du GECT PM.

## Le compte administratif 2017:

### 1 Volet statutaire:

#### *La section de fonctionnement:*

##### *Les dépenses:*

L'exercice 2017 est un exercice de transition dans la mesure où une restructuration a été engagée entre les mois de mars et de décembre. Cette dernière a naturellement conduit à une activité plus importante et exceptionnelle du volet fonctionnement du GECT PM dont les dépenses sont établies à hauteur de 547 770.09€ (547k€), soit une hausse de 26% sur l'exercice précédent (434k€) et un taux de consommation des crédits à hauteur de 93.5% des prévisions budgétaires (585k€).

Cette hausse s'explique à la fois par une reprise d'activité de l'établissement à la suite d'un exercice de transition en 2016 et des dépenses exceptionnelles liées au déménagement et l'implantation à Perpignan :

- en matière de mobilier et fournitures non prises en charges en dépenses d'investissement,
- en matière de prestations de mise à jour et de formation sur le progiciel de gestion informatique et en déplacements.

Les charges générales représentent 222k€ soit une hausse de 177% sur l'exercice précédent (80k€) qui s'explique par une comparaison entre deux exercices exceptionnels et différents : exceptionnels, en 2016 par une activité très réduite et en 2017 par des aspects ponctuels issus du déménagement à Perpignan.

La masse salariale a représenté 336 k€ dont 17,4k€ de personnel du service de remplacement du centre de gestion de la Haute-Garonne. La masse salariale est en baisse de 3.72% sur l'exercice précédent (348.6k€).

Il est à noter en dépenses complémentaires l'écriture comptable d'ordre d'amortissement des biens à hauteur de 3k€.

Le virement non exécuté en section d'investissement a permis de dégager une épargne de 155k€ afin de couvrir les dépenses d'investissement nécessaires au déménagement puisqu'il est rappelé que l'établissement utilisait jusqu'alors du matériel mis à disposition par le Comité Régional du Tourisme à Toulouse.

##### *Les recettes:*

Les recettes du volet statutaire s'établissent quant à elles à hauteur de 578k€, soit 100% des recettes inscrites et en recul de 1% sur l'exercice précédent dans la mesure où l'établissement ne bénéficie plus de la participation complémentaire de 7k€ au titre de l'occupation d'une partie des locaux du comité régional du tourisme à Toulouse.

#### **La section d'investissement:**

L'utilisation de la section d'investissement dans le Budget constitue une première dans la gestion comptable de l'établissement. Cette section d'investissement correspond à la partie bilan de la comptabilité privée dont l'instruction comptable M71 est issue et permet à l'assemblée de mieux appréhender le patrimoine de l'établissement (actif) et son mode de financement (passif) par l'emprunt ou par ses fonds propres (son épargne dégagée en section d'investissement). C'est cette dernière solution qui a été retenue par l'assemblée.

##### *Les dépenses:*

La montée en gamme de progiciels de gestion pour permettre un suivi analytique du projet EPM 2018-2020, l'acquisition de matériel informatique de type serveur, le remplacement des postes clients dont les contrats arrivaient à échéance, et le mobilier ont constitué les marchés lancés en 2017 pour équiper le siège de l'établissement et s'établissent à hauteur

de **77.4k€** dont 12.3 k€ en immobilisations incorporelles et 65.1k€ en immobilisations corporelles.

**Les recettes:**

Les recettes d'investissement 2017 sont uniquement constituées par l'épargne dégagée dans les écritures d'ordre d'amortissement des biens précédemment acquis, soit 3k€ et le solde d'investissement de 14.8k€ qui entrent dans le compte administratif.

Il est ici rappelé que le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement ne revêt qu'un caractère budgétaire.

Le stock de dette de l'établissement au 31 décembre de l'exercice est nul.



## 2 Volet Opérationnalité:

	LIGNES OPERATIONNELLES 2017	CREDITS CONSOMMES 2017		CREDITS OUVERTS AU BP 2017		EXCEDENT REPORTE AU BP 2018
OPERATIONNALITE	CULTURE SUBVENTIONS	117 770,42	125 590,83	286 455,40	41%	168 684,98
	CULTURE PROJET EUROPEEN THE SPUR	7 820,41		39 452,47	0%	31 632,06
	RECH ENS SUP EUROCAMPUS SUBVENTIONS	0,00		124 500,00	0%	124 500,00
	RECH ENS SUP EUROCAMPUS REFONTE SITE	0,00		3 256,00	0%	3 256,00
	RECH ENS SUP PREPARATION/SOUTIEN ERASMUS+	0,00		38 930,55	0%	38 930,55
	RECH ENS SUP PROJET EUROPEEN EHEALTH ERASMUS	81 878,23	107 769,61	170 402,55	48%	88 524,32
	RECH ENS SUP PROJET EUROPEEN ERASMUS+SPORT "SPIN"	25 891,38		42 000,00	62%	16 108,62
	RECH ENS SUP PREPARATION MED	0,00		10 000,00	0%	10 000,00
	RECH ENS SUP PREPARATION TIC SALUT VIC & E-Santé Cast	3 553,40		0,00		-3 553,40
	D.ECO PROJET CREALINK	288,00	288,00	2 315,00	12%	2 027,00
	DEV. DURABLE ENVIRONNEMENT SUBVENTIONS	31 296,40	41 196,40	308 698,08	10%	277 401,68
	DEV.DURABLE PREPA PROJETS EUROPEENS	9 900,00		78 700,00	13%	68 801,00
	INNOVATION PROJET EUROPEEN LINKS UP	14 560,54		72 552,19	20%	57 991,65
	INNOVATION S.FILIERES PROJET EUROPEEN KISS ME	5 143,45	20 458,70	29 891,07	17%	24 747,62
	INNOVATION PREPARATION PROJETS EUROPEENS	754,71		70 000,00	1%	63 245,29
	INNOVATION SUBVENTIONS AMI	0,00		25 000,00	0%	25 000,00
	FONDS STRATEGIQUE	0,00	0,00	427 129,62	0%	427 129,62
	TOTAL	298 856,94	295 303,54	1 729 282,93	17%	1 430 425,93

## Dépenses opérationnalité :

### Volet culture :

- Subventions (pour respecter le tableau) : 117.7k€ ont été dépensés au titre des subventions versées dans le cadre des appels à projet antérieurs notamment de 2016 et des déplacements inhérents à ces actions et à l'animation de la commission.
- Projet européen The SPUR : ce projet a enregistré 7.8k€ de dépenses principalement au titre des résidences d'artistes et du séminaire de Rome.

### Volet Enseignement Supérieur et Recherche :

- e-HEALTH ERASMUS+ : 81.8k€ de dépenses au titre du versement aux partenaires, des déplacements liés au rôle de chef de file au sein du projet, et des actions mises en oeuvre sur l'exercice notamment l'université d'été de Castres.
- ERASMUS+ Sport SPIN : 25.8k€ au titre des actions de la dernière année du projet et notamment le versement aux partenaires et le séminaire de clôture.
- e-santé / Tic i Salut : 4.5k€ dans le cadre des subventions adoptées par l'assemblée au titre des manifestations de Castres et de Vic.

### Volet Développement Economique :

- CREALINK: 0.3k€.

### Volet Développement Durable :

- Environnement subventions : 31.2k€ au titre des soldes de subventions des appels à projet de 2013 ALERA et EFENTUR, soit une baisse de 49% (61.4k€).
- PREPA projets européens : 9.9k€ dans le cadre d'une assistance à maîtrise d'ouvrage au titre de la candidature au projet PoseidonS.

### Volet Innovation :

- LINKS UP : 14.5k€ de dépenses au titre des actions mises en oeuvre sur l'exercice, soit une hausse de 480% sur l'exercice précédent (14.5k€).
- KISS ME : 5.1k€ de dépenses au titre des actions mises en oeuvre sur l'exercice.
- **Préparation projets européens** : 0.7k€ uniquement au titre de déplacements liés à des réunions préparatoires.

Les dépenses de l'exercice relatives à ce volet s'établissent à hauteur de 295.3 k€, soit une hausse de 34% sur l'exercice précédent (219.5k€) principalement due à la montée en puissance des actions liées aux projets européens.

### Recettes opérationnalité :

Seul le volet Culture 2017 a pu être adopté et donc titré à hauteur de 125k€.

- 7.5k€ au titre d'une première avance européenne (SUDOE) dans le cadre du projet Links up.
- 9.9k€ de subvention européenne via le chef de file du projet The SPUR (Europe Creative).

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7



**a. Le compte de gestion 2017:**

Le compte de gestion relève des fonctions du payeur régional exercées par un comptable direct du Trésor ayant la qualité de comptable principal dans le respect des dispositions de l'article L 1617-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et de la séparation entre l'ordonnateur des dépenses et des recettes du GECT PM, et le comptable chargé de la mise en paiement des dépenses et en recouvrement des recettes.

L'état des restes à recouvrer à la date d'adoption des comptes s'établit à 384 583€.

**2 Arrêt du compte administratif et adoption du compte de gestion 2017 (Document d'appui n°) :**

Considérant que le comptable public a bien transmis au GECT PM le compte de gestion de l'exercice,

Considérant qu'après examen, il y a bien corrélation entre les comptes du comptable public et ceux de Monsieur le Président en sa qualité d'ordonnateur des dépenses et des recettes du GECT PM,

Considérant la présentation du compte administratif ci-dessus et au regard des documents d'appui transmis aux délégués,

Considérant le respect des dispositions de l'article 1612-12 du CGCT en matière de vote du compte administratif,

Il est proposé de voter l'adoption du compte de gestion et l'arrêt des comptes de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée au titre de l'exercice 2017, présentés de façon croisée par nature et fonction au niveau des chapitres budgétaires dans les deux sections, permettant ainsi d'aboutir aux résultats et soldes globaux suivants :

(A) Résultat de l'exercice:	- 110 407.71 €
(B) Excédent antérieur reporté:	1 759 721.87 €
(A+B) Résultat cumulé de clôture:	1 649 314.16 €
(C) Solde d'investissement de l'exercice:	- 74 396.39 €
(D) Solde d'investissement reporté:	14 806.80 €
E =(C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:	- 59 589.59 €
(F) Résultat des restes à réaliser:	- 41 249.85 €
(G = E+F ) Besoin de financement:	100 839.44 €

En application du chapitre 5 du titre 3 du Tome 2 de l'instruction budgétaire et comptable M71, considérant la présence d'un besoin de financement de la section d'investissement, il est proposé d'affecter le résultat de clôture 2017 à hauteur de 100 839.44 € au compte 1068 en section d'investissement et 1 548 474.72 € en excédent de fonctionnement reporté à la section de fonctionnement au chapitre R002, en diminution de 12% sur le compte administratif précédent (1 759.7k€). L'excédent de fonctionnement reporté est réparti au titre du volet statutaire de fonctionnement à hauteur de 86.7k€ en baisse de 53.8% (187.6k€ en 2016), à hauteur de 427.1k€ au titre du fond stratégique stable, soit 1 429.4k€ au titre du volet opérationnalité du projet EPM 2018-2020 en baisse de 18.7% (1 759.7k€ en 2017).

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

DELIBERATION N° 18\_06\_03

Assemblée générale du 14 juin 2018

**OBJET : Présentation du compte administratif et du compte de gestion 2017.**

**Vu** le Règlement Européen n°1302/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, relatif à un Groupement de Coopération Territoriale en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupement de ce type;

**Vu** la Convention de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée du 18 juin 2009,

**Vu** les statuts modifiés de l'Eurorégion du 18 juin 2009,

**Vu** l'Arrêté du Préfet de Région Midi-Pyrénées en date du 25 août 2009 portant création du GECT Pyrénées-Méditerranée,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-12,

**Vu** les documents budgétaires annexés à la présente,

Considérant que la réglementation publique en matière de gestion comptable et la réglementation budgétaire imposent une concordance entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion,

Considérant que le Compte Administratif 2017 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée doit être approuvé avant le 30 juin de l'exercice,

**Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale, à l'unanimité des membres,**

**DECIDE :**

**Article 1** : Le Compte Administratif 2017 de l'Eurorégion GECT Pyrénées-Méditerranée présenté par nature et fonctions est approuvé.

**Article 2** : L'Assemblée Générale approuve et valide la parfaite concordance des résultats entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion de l'exercice 2017 dont les résultats sont arrêtés dans les conditions ci-après :

<b>(A) Résultat de l'exercice:</b>	<b>- 110 407.71 €</b>
<b>(B) Excédent antérieur reporté:</b>	<b>1 759 721.87 €</b>
<b>(A+B) Résultat cumulé de clôture:</b>	<b>1 649 314.16 €</b>
<b>(C) Solde d'investissement de l'exercice:</b>	<b>- 74 396.39 €</b>
<b>(D) Solde d'investissement reporté:</b>	<b>14 806.80 €</b>
<b>(C+D) Solde d'investissement cumulé de clôture:</b>	<b>- 59 589.59 €</b>

Rappel : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours à compter de la présente publication ou notification dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse : 68 rue Raymond IV - BP 7007 - 1068 TOULOUSE CEDEX 7

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait conforme aux registres des délibérations.

Le Président en exercice,

**Certifié exécutoire :**

Reçu en Préfecture le : 29/05/18

Publié ou notifié le : 29/05/18

**Copie :** Pairie régionale d'Occitanie

Pour le Président et  
 par délégation,  
 le Directeur général,  
 Indira Sala i Queral

Joaquim Torra i Pla

EUROREGION PYRENEES-MEDITERRANEE  
 GECT  
 El Centre del món  
 35 Boulevard Saint-Assiscle  
 CS 323032  
 66011 PERPIGNAN CEDEX  
 SIRET 130 007 311 00038